

*Initiatives ministérielles*

Aussi ne faut-il pas trop s'empresser de dire: «Je n'ai plus besoin de ceci, je le vends.» Il faut d'abord prendre en considération les objectifs nationaux. Cela nous amène à nous poser trois questions. Premièrement, quel était le but de cet achat? Deuxièmement, à quoi ce bien pourra-t-il servir maintenant? Troisièmement, quelle sera son utilisation future?

Je tiens à faire ici l'éloge de nos administrateurs et de nos fonctionnaires. Ils accomplissent un travail formidable chaque fois qu'une propriété est jugée inutile au gouvernement fédéral. Ils contactent les gouvernements provinciaux, les autorités de la ville où se trouve cette propriété, ainsi que d'autres organismes, voire des organismes de bienfaisance ou sans but lucratif et, si l'un d'eux se montre intéressé, ils lui proposent de l'acheter.

C'est bien, mais il y a lieu de réviser notre système sur le plan de la gestion des terres et des biens immobiliers, afin de comparer nos besoins et les possibilités. Ce projet de loi n'en souffle pas mot.

**M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood):** Monsieur le Président, je voudrais féliciter le député d'Ottawa—Centre pour ses observations sur ce projet de loi.

J'ai toutefois une question précise à lui poser. Nous savons que le gouvernement actuel a une propension à vendre tout ce qui figure à l'inventaire du gouvernement du Canada. Croit-il ou partage-t-il l'avis que ce projet de loi va permettre au gouvernement d'accélérer encore davantage la cession des biens de la Couronne?

**M. Harb:** Monsieur le Président, je voudrais remercier mon collègue de Broadview—Greenwood de son excellente question.

C'est vrai que cela accélérera le processus. Pas de doute là-dessus. Il permettra au gouvernement d'accélérer la vente des éléments d'actif qu'il détient dans les sociétés d'État.

Monsieur le Président, une foule de calamités frappent actuellement notre société. On fait peur à la population en agitant le spectre du déficit. En effet, quand il veut faire avaler des couleuvres à la population, le gouvernement agite le spectre du déficit pour l'amadouer.

Il suffit, pour s'en convaincre, de mentionner les exemples suivants, qui datent des dernières années. Prenez le

cas de VIA Rail, monsieur le Président, ou encore celui de la Société Radio-Canada. Point n'est besoin d'aller bien loin. Regardez Petro-Canada. Cette société est une entreprise hors du commun qui fonctionne très bien.

Elle a un mandat, une mission à remplir, et des objectifs à atteindre dans une société comme la nôtre. Elle a été mise en vente. Il s'ensuit que les habitants de ma région se trouvent maintenant à payer leur essence plus cher que partout ailleurs en Ontario. J'ai bien dit partout en Ontario.

Elle a été créée pour faire un équilibre entre les intérêts des consommateurs et ceux du gouvernement. Or, ce dernier n'a pas hésité à sacrifier les intérêts des Canadiens pour verser quelques dollars au compte de réduction de la dette.

Est-ce équitable? Le gouvernement procédait à la vente de ses actions de Télésat. C'est une entreprise hors pair, une entreprise modèle qui constitue l'exemple idéal du partenariat entre les secteurs public et privé. C'est une des meilleures institutions du monde. Au nom de la réduction du déficit, le gouvernement veut s'en défaire. C'est terrible. C'est épouvantable.

Mon collègue de Broadview—Greenwood soulève cette question. C'est exactement ce qu'il pense. Il veut que j'exprime mon exaspération contre cette cession par le gouvernement de l'un de nos fleurons. C'est terrible de faire une chose pareille. En tant que gouvernement et société, nous commençons à vendre les meubles pour payer le loyer.

On viendra à bout du déficit en investissant dans nos enfants, dans la lutte contre l'analphabétisme, en augmentant la productivité par la formation et le recyclage, en solidifiant l'infrastructure. Ce n'est pas en vendant tout ce que le pays a de particulier.

C'est honteux. Je présente mes excuses pour m'être un peu emporté sur cette question, mais je deviens hors de moi chaque fois que je vois ce gouvernement prendre des décisions aussi graves et vendre des institutions qui font l'orgueil de notre société. Nous vivons dans l'un des plus beaux pays au monde, l'un des pays où les questions humanitaires ont le plus d'importance, et pourtant nous vendons les meubles pour payer le loyer.